



# Vers une consommation durable des ménages ?

## Tendances et politiques dans les pays de l'OCDE

### Introduction

Inverser les modes de consommation écologiquement non viables des ménages est indispensable pour parvenir à un développement durable dans les pays de l'OCDE. Les ménages exercent des effets sur l'environnement par leur consommation d'énergie et d'eau, leur production de déchets, leurs habitudes de transport et leurs choix alimentaires. Des années durant, les politiques d'environnement ont mis l'accent sur le côté production, principalement à travers les mesures de maîtrise de la pollution et de promotion de l'éco-efficience. La connaissance des modes de consommation domestique et des facteurs qui les déterminent était insuffisante, si bien qu'il était difficile de cerner le rôle des pouvoirs publics dans la promotion de modes de consommation plus durables et de choisir et mettre en œuvre différents moyens d'action.

Vouloir parvenir à une consommation durable dans les sociétés de l'OCDE est-il un défi impossible à relever ? L'examen de la nature et de l'ampleur du problème dans les pays de l'OCDE montre que c'est effectivement une gageure - même abstraction faite des conséquences encore plus grandes qui apparaîtraient si la planète entière consommait selon les mêmes modes et dans les mêmes proportions que les pays de l'OCDE. Dix ans après le Sommet Planète Terre de 1992, où en sont les efforts déployés pour traiter la question des répercussions sur l'environnement des modes de consommation des ménages, et quelles sont les priorités d'action pour l'avenir ? L'analyse révèle que les pressions exercées sur l'environnement par les activités des ménages ont augmenté ces trois dernières décennies. Qui plus est, elles devraient encore s'intensifier au cours des vingt prochaines années - en particulier dans les domaines de l'énergie, du transport et des déchets - faute de politiques vigoureuses et de grande envergure.

Afin d'aider les pays à inverser les modes de consommation écologiquement non viables, l'OCDE travaille depuis 1994 sur la problématique de la consommation durable. Les résultats de ces travaux ont été récemment publiés dans l'ouvrage de synthèse Vers une consommation durable des ménages ? Tendances et politiques dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2002), qui propose une analyse approfondie des modes de consommation domestique dans cinq domaines clés : alimentation, déplacements touristiques, énergie, eau et production de déchets. Il décrit l'évolution de la consommation domestique et des répercussions qu'elle a sur l'environnement, et il examine les forces qui déterminent les décisions des ménages. Le rapport expose également le cadre d'action et les types

Qu'est-ce que la consommation ?

Qu'est-ce que la « consommation durable » ?

Pourquoi la consommation des ménages est-elle importante ?

Les pressions exercées sur l'environnement par la consommation vont s'intensifier

Éléments moteurs des modes de consommation

Quel est le rôle des pouvoirs publics dans la promotion d'une consommation durable ?

Politiques de promotion d'une consommation durable

Cadre d'action général en faveur de la consommation durable

Grandes orientations de l'action publique pour promouvoir une consommation durable des ménages

Questions non résolues

Autres lectures

Où nous contacter ?

d'instruments auxquels peuvent recourir les pouvoirs publics pour aider les ménages à atténuer les pressions qu'ils exercent sur l'environnement. Enfin, il précise les enseignements tirés à ce stade de l'expérience des pays Membres de l'OCDE qui ont appliqué diverses politiques pour promouvoir une consommation plus durable. ■

### Qu'est-ce que la consommation ?

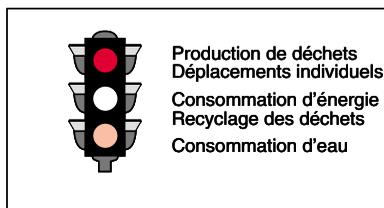
Dans le programme de travail de l'OCDE sur la consommation durable, le terme « consommation » désigne la consommation de produits et services par les ménages. Il ne désigne ni la consommation du secteur public, ni la consommation de biens et services intermédiaires dans le secteur productif. Le terme renvoie en fait à une séquence de choix et d'actions des ménages qui comprend « la sélection, l'achat, l'utilisation, l'entretien, la réparation et l'élimination de tout produit ou service » (Campbell, 1998). Il va donc au-delà de la définition économique classique de la consommation. Comme dans le cadre plus général de l'économie du bien-être, la « consommation » recouvre plus que les dépenses en biens et services commercialisés. De nombreux biens et services sont fournis hors des marchés, par des institutions telles que la famille ou le milieu naturel, et peuvent être « consommés ». N'ayant pas de valeur de marché, les biens et services non commercialisés sont susceptibles d'être sur-consommés (biodiversité, ressources de la mer...).

### Qu'est-ce que la « consommation durable » ?

La définition du terme « consommation durable » s'inspire de celle donnée du développement durable par la Commission Brundtland, à savoir : « l'utilisation de services et de produits qui répondent à des besoins essentiels et contribuent à améliorer la qualité de la vie tout en réduisant au minimum les quantités de ressources naturelles et de matières toxiques utilisées, ainsi que les quantités de déchets et de polluants tout au long du cycle de vie du service ou du produit, de sorte que les besoins des générations futures puissent être satisfaits » (Ministère norvégien de l'environnement, 1994).

Cette définition peut donner lieu à des interprétations différentes, ce qui est judicieux car le caractère durable de la consommation est spécifique à un lieu et une problématique et dépend des décisions politiques et sociales sur les niveaux acceptables de risque et de substitution entre le capital naturel et les ressources créées par l'homme, le capital humain et le capital social. La consommation durable se définit également par rapport à la période de temps au cours de laquelle les pressions exercées sur l'environnement doivent être évaluées – période pouvant aller de quelques années à plusieurs décennies. C'est donc un concept dynamique qui indique le sens du changement souhaité ou nécessaire, et qui peut évoluer lorsque de nouvelles informations sont collectées et

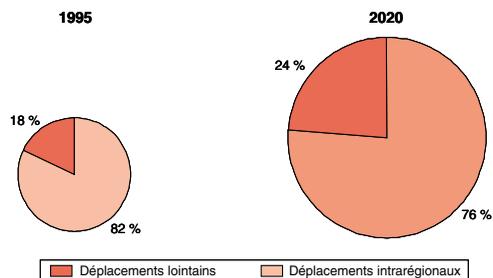
#### Encadré 1. Impact des ménages sur l'environnement jusqu'en 2020 : les feux de signalisation de l'OCDE



Les Perspectives de l'environnement de l'OCDE (2001) utilisent un système de feux tricolores pour illustrer les principales observations concernant les pressions sur l'environnement. En l'occurrence, le « feu vert » (ici représenté en rose) signale les pressions en diminution ou les conditions environnementales qui présentent des perspectives d'évolution favorables à l'horizon 2020. Il sert également à indiquer les mesures qui ont contribué à atténuer les problèmes recensés. Le « feu orange » (ici en blanc) signale les domaines incertains ou les problèmes potentiels. Le « feu rouge », enfin, signale les pressions sur l'environnement ou les conditions environnementales qui se sont aggravées récemment et pour lesquelles aucune amélioration n'est prévue à l'horizon 2020, ou qui sont restées stables mais devraient empirer (OCDE, 2001).

Source : Les perspectives de l'environnement de l'OCDE, 2001.

Graphique 1. **Arrivées de touristes internationaux dans le monde**  
Déplacements lointains et intrarégionaux 1995-2020  
(millions de touristes)



	millions de touristes	indice	millions de touristes	indice
Dépl. lointains	101.34	100	384.48	379
Dépl. intrarégionaux	461.66	100	1 217.52	264

Source: OMT (1998), dans OCDE (2002), *Household Tourism Travel: Trends, Environmental Impacts and Policy Responses*.

que de nouvelles priorités d'action sont établies. Lorsque des limites écologiques peuvent être fixées, on peut associer à la consommation durable des objectifs spécifiques (par exemple, d'émissions de CO<sub>2</sub>, de consommation d'eau).

D'important aspects de la dimension sociale de la viabilité (par exemple, les questions d'équité et de répartition) n'ont pas encore été étudiés dans les travaux de la Direction de l'environnement de l'OCDE sur la consommation. Par conséquent, le terme « consommation durable » désigne essentiellement la consommation écologiquement viable dans ce rapport. ■

### Pourquoi la consommation des ménages est-elle importante ?

Que ce soit en décidant d'acheter un bien ou service particulier, de l'utiliser d'une manière donnée, de vivre dans tel endroit et de travailler dans tel autre, d'habiter dans un type particulier de logement, de gérer les déchets d'une façon donnée ou de partir en vacances vers telle ou telle destination, les ménages exercent quotidiennement une influence sur l'environnement. Les pressions qu'ils font peser à titre individuel sur l'environnement sont certes mineures par rapport à celles qui résultent des activités de l'industrie et du secteur public, mais ils contribuent largement de par leur nombre à plusieurs problèmes d'environnement, dont la pollution de l'air et de l'eau, la production de déchets, l'altération de l'habitat naturel et le change-

ment climatique. En outre, dans certains domaines comme la consommation d'énergie, les voyages et la production de déchets, les gains d'efficacité réalisés dans l'utilisation des matières et de l'énergie ont été annulés par l'augmentation en termes absolus du volume des biens et services consommés puis mis au rebut. Dans ces domaines, les incidences de la consommation domestique sur l'environnement sont appelées à s'amplifier au cours des 20 prochaines années (encadré 1).

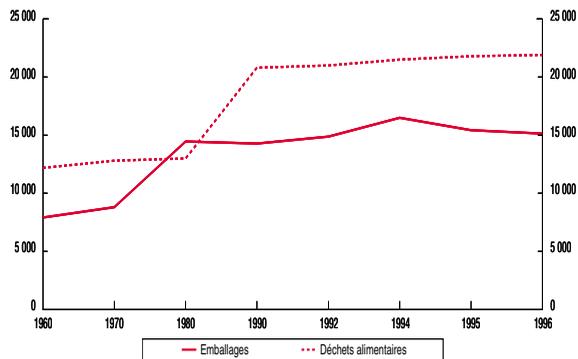
Dans vingt ans, le PIB mondial aura d'après les prévisions augmenté de 75 % (les deux tiers de cette progression étant imputables aux pays de l'OCDE) et la population mondiale se sera accrue de 1 à 2 milliards de personnes (principalement dans les pays non membres de l'OCDE). Aussi, découpler les pressions exercées sur l'environnement de la croissance économique tout en satisfaisant les besoins des individus constitue pour les pays de l'OCDE l'un des grands défis des prochaines décennies. Dans cette optique, il importera d'engager des efforts intégrés visant les modes de production et de consommation des principaux biens de consommation concernés, et d'appliquer des politiques qui envoient à l'ensemble des secteurs des messages cohérents. Cette orientation fondamentale a été soulignée dans la « Stratégie de l'environnement de l'OCDE pour les dix premières années du XXI<sup>ème</sup> siècle », adoptée en mai 2001 par les ministres de l'environnement des pays de l'OCDE. ■

### Les pressions exercées sur l'environnement par la consommation vont s'intensifier

La consommation privée par habitant est en augmentation régulière dans les pays de l'OCDE depuis deux décennies, et elle devrait continuer de progresser au rythme de la croissance du PIB d'ici à 2020. Les innovations dans les domaines des produits et des techniques ont contribué à faire baisser l'intensité énergétique et en matières de nombreux biens de consommation.

- **Transport** – le nombre total de véhicules automobiles dans les pays de l'OCDE, actuellement de 550 millions d'unités (dont 75 % de voitures particulières), devrait augmenter de 32 % d'ici à 2020, et le nombre de kilomètres parcourus par véhicule devrait croître de 40 %. Le transport aérien mondial devrait tripler au cours de la même période (Graphique 1) (voir OCDE [2002], *Household Tourism Travel: Trends, Environmental Impacts and Policy Responses*).

Graphique 2. États-Unis - Déchets alimentaires et d'emballage, 1960-1996 (1 000 tonnes)



Source: Franklin Associates pour l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (1997), dans Kauffman et Chevrot (2000).

- **Alimentation** – les effets les plus significatifs de l'alimentation sur l'environnement se produisent aux premiers stades de la chaîne de production (agriculture, transformation), mais les ménages influent à ces stades par leurs habitudes alimentaires, exerçant en outre des effets directs sur l'environnement par leur consommation d'énergie et leur production de déchets liés à l'alimentation (Graphique 2) (voir OCDE [2001], *Household Food Consumption: Trends, Environmental Impacts and Policy Responses*).
- **Energie** – la consommation d'énergie s'est accrue de 36 % dans les pays de l'OCDE entre 1973 et 1998, et on s'attend à ce qu'elle augmente encore de 35 % d'ici 2020 en dépit des gains en matière d'efficacité énergétique. Ce sont les secteurs commercial et résidentiel qui affichent la croissance la plus rapide de la demande d'énergie dans le monde après le transport.
- **Eau** – les ménages consomment relativement peu d'eau et leur demande en eau douce s'est stabilisée ou a diminué dans neuf pays de l'OCDE. Toutefois, dans beaucoup d'autres pays, la croissance démographique et l'augmentation de la consommation d'eau ont compensé les économies d'eau attribuables à la technologie et à l'évolution des comportements.
- **Déchets** – on prévoit que la production de déchets municipaux augmentera de 43 % entre 1995 et 2020 pour atteindre au total quelque 700 millions de tonnes par an dans les pays de l'OCDE (Graphique 3). En 1997, les ménages des pays de l'OCDE ont produit en moyenne 67 % des déchets

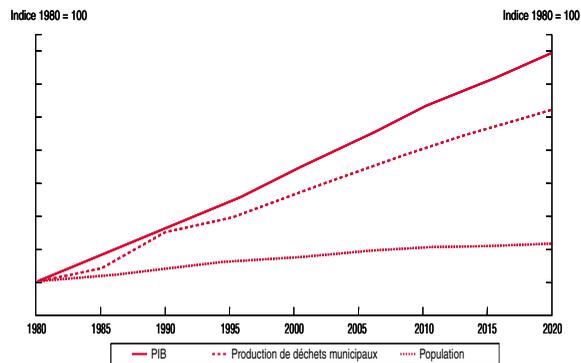
municipaux. Les taux de recyclage ont augmenté, ce qui a freiné le taux d'accroissement des déchets destinés à être éliminés définitivement, mais il n'y a pas eu diminution du volume total des déchets produits.

L'analyse montre que la demande d'énergie des ménages continue d'augmenter (à un rythme plus lent que par le passé, il est vrai), bien que de nombreuses utilisations domestiques de l'énergie soient devenues plus efficaces. En revanche, la consommation d'eau des ménages s'est stabilisée ou a diminué dans certains pays de l'OCDE. Cette tendance donne à penser que le potentiel de réduction de la consommation d'eau des ménages est important dans les autres pays de l'OCDE (en particulier ceux dont le niveau de consommation d'eau par habitant est élevé). La production de déchets ménagers augmente toujours et devrait continuer de progresser jusqu'en 2020, faisant de la question des déchets un souci prioritaire. L'encadré 2 résume les évolutions dans tous ces domaines, les déterminants des incidences sur l'environnement et la nature de ces incidences. ■

### Éléments moteurs des modes de consommation

Quels sont les principaux moteurs et influences qui déterminent les modes de consommation actuels et futurs des ménages ? Quels sont les facteurs qui incitent les consommateurs à faire des choix de consommation respectueux de l'environnement ? De nombreux travaux théoriques et empiriques sur la formation des préférences et la prise de décision des consommateurs expliquent les raisons pour lesquelles

Graphique 3. Production de déchets municipaux, PIB et population dans les pays de l'OCDE, 1980-2020



Source: OCDE (1999a) pour la période 1980-1995, et scénario de référence pour la période 1995-2020.

### Encadré 2. Synthèse : Tendances et impacts sur l'environnement de la consommation d'eau et d'énergie et de la production de déchets des ménages

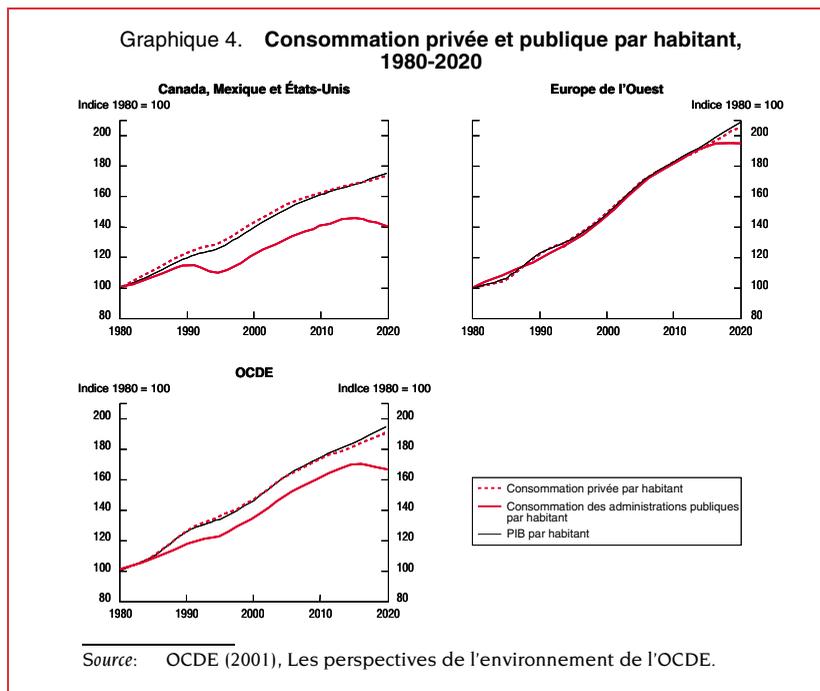
Tendances au niveau des ménages	Déterminants de l'impact sur l'environnement	Impact sur l'environnement
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Demande croissante d'énergie et d'eau, liée à l'augmentation de la taille des habitations et au nombre accru d'appareils consommant de l'énergie et de l'eau</li> <li>• Part croissante de l'électricité dans la consommation d'énergie des ménages</li> <li>• Augmentation de la production de déchets et du recyclage</li> <li>• Diversification des flux de déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Echelle de l'utilisation de l'énergie et de l'eau</li> <li>• Efficacité énergétique et rendement d'utilisation de l'eau</li> <li>• Combustibles utilisés pour le chauffage et la production d'électricité</li> <li>• Disponibilité et qualité des ressources en eau</li> <li>• Volume et composition des déchets et méthode d'élimination des déchets</li> <li>• Taux de recyclage et prévention de la production de déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Emissions de GES et pollution de l'air et de l'eau liées à la production et à l'utilisation de l'énergie</li> <li>• Epuisement et pollution des eaux</li> <li>• Emissions de GES et pollution de l'air, de l'eau et des sols liées à une gestion inadéquate des déchets</li> </ul>

les modes de consommation ont évolué comme ils l'ont fait, ainsi que leur évolution future probable. Il importe de bien connaître ces éléments moteurs pour identifier, parmi les préférences des consommateurs, celles qui sont susceptibles d'évoluer, à quel rythme et sous l'influence de quels stimuli. C'est à cette condition que l'on peut déterminer le rôle des pouvoirs publics dans la promotion de modes de consommation plus durables, ainsi que la nature et les modalités de mise en œuvre des moyens d'action appropriés.

La prise de décision des consommateurs est un processus complexe qui est influencé par des critères variés, et parfois contradictoires, parmi lesquels on trouve des motifs personnels (prix, qualité, goûts individuels, style de vie) et sociaux (culture, identité personnelle, milieu social, sensibilité écologique et sociale). Les modes actuels et anticipés de consommation des ménages sont également influencés par différents éléments moteurs. L'augmentation du revenu par habitant, les évolutions démographiques (accroissement du taux d'activité des femmes, du nombre de ménages à une personne et du nombre de retraités) et les changements de styles de vie qui en ont résulté ont abouti à des modes d'achat plus individualisés, à un recours accru aux produits transformés et emballés, à des taux d'équipement plus élevés, à une utilisation accrue des services et au développement des loisirs. La hausse des revenus

s'est également traduite par une augmentation de la quantité de biens achetés par les ménages. La technologie, les institutions et l'infrastructure jouent aussi un rôle important dans l'orientation de la consommation et du comportement des ménages. Elles créent les conditions de vie quotidienne et peuvent élargir ou réduire l'éventail des produits proposés aux ménages.

Le cadre théorique économique employé dans les travaux de l'OCDE sur la consommation durable souligne le rôle central du revenu dans les décisions de consommation. Au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, le revenu net disponible par habitant dans les pays de l'OCDE a augmenté rapidement, doublant et même triplant dans plusieurs pays rien qu'entre 1985 et 1997-98 ; cette augmentation devrait se poursuivre jusqu'en 2020 (OCDE, 2001, Les perspectives de l'environnement de l'OCDE). Par ailleurs, les consommateurs des pays de l'OCDE bénéficient d'un éventail toujours large de biens bon marché fabriqués en série et d'un accès à un marché de plus en plus global. En Europe de l'Ouest et au Japon, la part de la consommation totale privée dans le PIB est restée stable à environ 60 % au cours des vingt-cinq dernières années, encore que ce pourcentage varie sensiblement au sein des pays de l'OCDE (entre 46 et 74 %). La consommation privée par habitant a progressé au même rythme que le revenu, soit d'environ 40 %, passant de 8 000 USD en 1980 à 11 000 USD en 1998 ; cette



augmentation devrait se poursuivre parallèlement à la croissance du PIB dans les pays de l'OCDE jusqu'en 2020 (Graphique 4).

Les travaux de l'OCDE sur la consommation durable font également appel à d'autres cadres théoriques, d'ordre socio-économique, pour décrire et comprendre les motivations de la consommation des ménages. Par exemple, le modèle besoins-opportunités-capacités (NOA) mis au point par Vlek et al. (Gatersleben et Vlek, in Noorman et Uiterkamp 1998) permet

de mettre en évidence les forces spécifiques sous-jacentes des comportements de consommation, tant au niveau macro-économique (la société dans son ensemble) qu'au niveau micro-économique (les ménages). Selon le modèle NOA, une action spécifique des consommateurs est motivée par des besoins et des opportunités, et des capacités à répondre à ces besoins. On suppose que les consommateurs achètent des produits non pour les produits eux-mêmes, mais pour ce que ces produits peuvent leur

**Tableau 1. Le modèle NOA et la consommation d'énergie et d'eau et la production de déchets des ménages**

<b>FORCES MACRO-ECONOMIQUES</b>		
<b>Economie</b> (croissance économique), <b>technologie</b> (technologie d'approvisionnement en énergie et en eau ; systèmes de gestion des déchets), <b>démographie</b> (taille et composition des ménages), <b>culture</b> (comportement économe, eau considérée comme une ressource gratuite)		
<b>Besoins</b>	<b>Opportunités</b>	<b>Capacités</b>
Energie pour la climatisation des locaux, la production d'eau chaude et les appareils électriques	Prix de l'énergie et de l'eau, coût de la gestion des déchets	Revenu disponible par habitant
Eau pour la consommation, la cuisine, le nettoyage et le jardinage	Produits et services disponibles (efficacité des appareils électroménagers, emballage)	Infrastructure
Gestion des déchets	Information	Education et sensibilisation à l'environnement

apporter. Les besoins sont l'ensemble des objectifs poursuivis par les individus pour maintenir ou améliorer leur « qualité de vie » ou leur bien-être. Les opportunités et capacités déterminent le niveau de contrôle que les individus ont sur leur comportement. Pour voir apparaître un type particulier de comportement de consommation, il faut que les individus aient les motivations voulues et le contrôle nécessaire sur leur comportement. Les opportunités peuvent se définir comme un ensemble de conditions externes facilitant l'acquisition, comme la disponibilité objective des biens, des matériaux et des services, leur accessibilité, les informations adéquates disponibles et les prix. Les capacités sont l'ensemble des capacités internes qui permettent à un individu ou un ménage de se procurer des biens et des services : compétences et moyens financiers (revenu, possibilités de crédit), temporels (plus de temps pour partir en vacances), spatiaux (espace dans le domicile pour stocker des biens et proximité des magasins et services utiles), cognitifs et physiques (santé, aptitude, possession de licences et de permis). Le tableau 1 présente le modèle NOA pour l'étude sectorielle sur la consommation d'énergie et d'eau et la production de déchets des ménages.

On peut faire plusieurs observations quant à l'utilité de la compréhension de ces éléments moteurs pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. La première est que la multiplicité des éléments qui influent sur les modes de consommation des ménages plaide en faveur d'un élargissement des modèles

de comportement des consommateurs qui considèrent les préférences comme « données », en particulier lorsqu'ils sont utilisés pour orienter les politiques. L'existence d'un réseau d'éléments moteurs signifie qu'il est possible d'agir sur les modes de consommation par de nombreux moyens et qu'il est important de combiner plusieurs instruments pour tenir compte du fait que différents éléments moteurs agissent simultanément sur les décisions de consommation. Comprendre ces influences peut aider non seulement à concevoir des instruments efficaces, mais également à déterminer l'importance relative à donner aux différents types d'instruments (économiques, réglementaires ou sociaux).

La dynamique qui sous-tend la demande de consommation aide également à déterminer les cas dans lesquels l'élan en faveur d'une modification des modes de consommation peut résulter d'une forte volonté des consommateurs et ceux dans lesquels cet élan dépendra au contraire de l'évolution des caractéristiques technologiques et infrastructurelles des modes de production et de distribution. Enfin, certains éléments moteurs ont un double effet sur les modes de consommation : c'est le cas notamment du revenu par habitant et de la croissance économique, qui augmentent tous deux les capacités et les opportunités d'accroissement de la consommation, mais qui vont aussi traditionnellement de pair avec une protection accrue de l'environnement. L'impact net de ces éléments moteurs dépendra de l'évolution d'autres facteurs influant sur la consommation, comme

### Encadré 3. Exemples de moyens d'action favorisant l'adoption par les ménages de modes de consommation durables

Lorsque des externalités existent ou lorsque, du fait que les biens ou services de protection de l'environnement sont des biens publics, il est impossible de recourir aux mécanismes du marché pour parvenir à une allocation efficace des ressources, les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer en améliorant l'efficacité du marché et en créant les conditions générales dans le cadre desquelles la société atteindra ses objectifs en matière de protection de l'environnement. A cette fin, ils peuvent combiner des instruments économiques, réglementaires et sociaux.

**Instruments économiques** : par exemple, redevances sur les déchets, taxes sur la consommation d'énergie et d'eau, systèmes de consigne pour les bouteilles destinées à contenir une boisson et pour les piles, suppression des subventions à l'eau, subventions aux énergies vertes, permis négociables pour les déchets municipaux, réforme fiscale écologique...

**Instruments réglementaires** : par exemple, réglementation des écolabels et des argumentaires « écologiques », directives sur la gestion des déchets, normes de rendement énergétique, responsabilité élargie des producteurs, objectifs légaux de niveaux d'émission de polluants, normes de qualité de l'eau, interdiction de certains produits...

**Instruments sociaux** : par exemple, campagnes d'information de la population et de sensibilisation aux questions d'environnement (déchets, énergie, eau, transport), éducation, débats publics et processus de prise de décision participative, soutien aux initiatives citoyennes, partenariats avec d'autres acteurs (secteur privé, ONG, etc.)...

**Autres instruments** : par exemple, évaluation de l'état de l'environnement et fixation d'objectifs, mise au point d'indicateurs de consommation durable, mesures en faveur d'une innovation technologique plus avancée en termes d'environnement et de sa diffusion, mise en place d'infrastructures, zonage et aménagement du territoire.

l'innovation technologique, le niveau de sensibilisation à l'environnement et les mesures de protection de l'environnement. ■

### Quel est le rôle des pouvoirs publics dans la promotion d'une consommation durable ?

Les facteurs qui orientent les choix et les actions des ménages étant nombreux, les possibilités d'influer sur les modes de consommation le sont également. Réduire les pressions exercées sur l'environnement par la consommation des ménages exige de combiner différents moyens d'action et d'adopter une approche multipartite, associant l'action des pouvoirs publics, les innovations résultant des mécanismes du marché, la mobilisation par les ONG de groupes de consommateurs et les initiatives volontaires des consommateurs eux-mêmes (encadré 3).

Beaucoup d'évolutions préjudiciables à l'environnement sont liées dans une large mesure à l'incapacité du marché de traduire correctement le coût réel de l'utilisation de ressources ou de la pollution associée aux modes de consommation des ménages. Lorsque le prix de l'énergie, des carburants automobiles, des produits alimentaires, de l'eau ou des déchets ne reflète pas intégralement les coûts qui en résultent pour l'environnement, les ménages sont incités à « sur-consommer ». Par ailleurs, les ménages ne peuvent pas toujours indiquer la valeur qu'ils attribuent aux biens non commercialisés, tels qu'un environnement non pollué ou des produits alimentaires « sûrs » – ce qui signifie que nombre de ces biens sont peut-être sous-consommés. Les pouvoirs publics peuvent recourir de manière accrue à des instruments économiques afin d'internaliser les coûts pour l'environnement dans les prix des services et produits de consommation ou afin de tenir compte des préférences

des consommateurs pour une meilleure protection de l'environnement.

Les décisions des ménages sont aussi influencées par l'action publique et les dispositions institutionnelles dans d'autres domaines de la planification publique, notamment les mesures macro-économiques budgétaires et monétaires visant à influencer sur l'épargne ou à stimuler la consommation (par exemple, de biens durables, logement, immobilier), l'aménagement du territoire, la politique technologique, etc. Si les pouvoirs publics n'arrivent pas à définir des objectifs de durabilité et à coordonner efficacement les politiques visant les différents secteurs économiques, cela risque d'avoir des conséquences négatives sur l'environnement.

Les instruments sociaux peuvent globalement être décrits comme un moyen d'influer sur les connaissances des consommateurs et sur leur volonté d'agir en faveur de l'environnement. Les pays de l'OCDE emploient différents moyens pour informer les consommateurs sur la façon dont ils pourraient adopter des modes de vie plus écologiquement viables : diffusion d'informations sur des aspects concernant spécifiquement les ménages (économies d'énergie et d'eau), programmes d'éco-étiquetage, campagnes de sensibilisation de la population, forums et débats ouverts, initiatives volontaires et coordonnées en matière de consommation, etc. (voir OCDE, 2002, Policy Case Study on Information and Consumer Decision-Making for Sustainable Consumption, et OCDE, 2002, Policy Case Study on Participatory Decision-Making for Sustainable Consumption). L'information peut être un puissant outil pour inciter les ménages à adopter des modes de consommation plus durables. La quasi-totalité des initiatives prises par les pouvoirs publics, le secteur privé ou les ONG en faveur de l'environnement exigent que les citoyens soient mieux informés et plus actifs. Cependant, plu-

#### Encadré 4. Cadre d'action général en faveur de la consommation durable

- Une structure de prix des biens et services de consommation qui internalise les coûts et les avantages pour l'environnement ;
- Un cadre d'action et de réglementation qui établit clairement les priorités et le sens du changement ;
- La mise à disposition de tout un éventail de biens et services respectueux de l'environnement ;
- Des technologies et infrastructures intégrant des critères de qualité environnementale dans la conception et le fonctionnement des réseaux de transport, des logements, de la gestion des déchets, etc ; et
- Un contexte éducatif, d'apprentissage et d'information qui favorise et permet l'action des consommateurs.

sieurs obstacles empêchent de fournir efficacement l'information aux consommateurs et de les amener à agir en conséquence. Ces obstacles tiennent à la complexité et au volume croissants des informations sur l'environnement auxquelles les consommateurs ont accès, au scepticisme des consommateurs quant à la crédibilité de la plupart des sources d'information, et aux dilemmes du type « passager clandestin » qui surgissent lors de la prise de décision – le tout dans un contexte informatif et médiatique plus large qui encourage généralement à consommer sans discernement. L'ouvrage *Vers une consommation durable des ménages ?* tire les leçons de l'expérience et présente des exemples de bonnes pratiques qui permettent d'utiliser plus efficacement l'information pour favoriser des modes de consommation plus durables. ■

### Politiques de promotion d'une consommation durable

Dans la majorité des pays de l'OCDE, l'Etat et les collectivités locales ont mis en œuvre des mesures destinées à réduire les effets des activités des ménages sur l'environnement. Certaines de ces mesures visent à influencer directement sur le processus de décision des ménages, par exemple en encourageant les économies d'énergie ou le recyclage des déchets. D'autres ont une incidence sur l'éventail des produits et services proposés au consommateur sur le marché, en imposant des normes ayant pour but d'accroître la disponibilité de produits respectueux de l'environnement ou en appliquant des taxes ou des redevances qui augmentent les prix relatifs des produits dont les effets sur l'environnement sont les plus négatifs. Certaines de ces mesures ont provoqué des changements positifs de comportement mais, pour l'heure, les résultats sont dans l'ensemble modestes.

Les pouvoirs publics pourraient concourir plus activement à faciliter l'action des ménages qu'ils ne le font actuellement. En particulier, ils devraient clarifier les objectifs de cette action, renforcer les politiques existantes, veiller à la mise en place des infrastructures requises, améliorer la coordination et la cohérence des politiques, et soutenir les initiatives du secteur privé et des acteurs de la société civile afin d'aider les ménages à adopter des modes de vie moins polluants et impliquant une utilisation moindre de matières. Les pouvoirs publics devraient aussi accorder une plus grande attention à l'intégration des mesures intersectorielles et aux effets potentiels sur l'environnement des politiques menées dans d'autres secteurs qui influent sur les décisions des ménages (aménagement du territoire, investissement dans l'infrastructure,

politique macro-économique). Dans la plupart des cas, réduire les effets de la consommation des ménages sur l'environnement imposera le recours à une combinaison d'instruments. Par exemple, pour atténuer à l'avenir les problèmes d'environnement liés aux déchets, il faudra appliquer plus fermement les politiques existantes de recyclage et d'élimination des déchets, mais aussi faire évoluer les modes de production et de consommation afin de faire baisser la production totale de déchets. Différents moyens d'action peuvent être appliqués aux divers stades de la chaîne de production de déchets afin de diminuer cette production et d'améliorer les systèmes de valorisation et d'élimination (Graphique 5). ■

### Cadre d'action général en faveur de la consommation durable

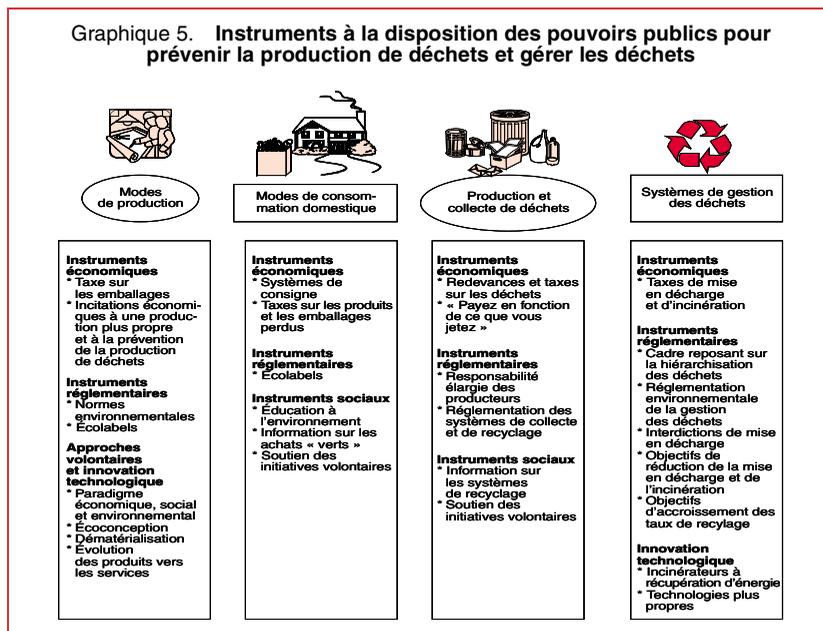
L'étude des tendances sectorielles de la consommation des ménages, et notamment des éléments moteurs des préférences de consommation, fait ressortir les cinq conditions générales requises pour qu'une masse critique de consommateurs – et non simplement les consommateurs très sensibles à l'écologie, qui forment un petit segment de marché – prennent des décisions en tenant compte de l'environnement. Ces cinq conditions sont exposées dans l'encadré 4. ■

### Grandes orientations de l'action publique pour promouvoir une consommation durable des ménages

Compte tenu de ces cinq conditions générales, plusieurs grands principes se dégagent de l'analyse de l'OCDE pour guider l'action des pouvoirs publics en faveur de la consommation durable.

**Infléchir la structure de la consommation.** Il est largement reconnu que les politiques qui agissent sur la consommation globale, sans tenir compte du type de consommation, sont moins efficaces que celles qui modifient le rapport de la consommation au capital naturel (en découplant la consommation de l'utilisation de ressources et des rejets polluants). Par conséquent, la stratégie consistant à « consommer autrement » (c'est-à-dire des produits et services nécessitant moins de ressources et générant moins de pollution) est à privilégier. Cette stratégie, cependant, peut s'accompagner d'objectifs quantitatifs de réduction, en termes absolus, des effets de la consommation (par exemple, des émissions de CO<sub>2</sub>).

**Modifier les modes de consommation sur les plans « matériel » qu'« immatériel ».** Encourager l'adoption de modes de consommation différents



nécessite une évolution des produits et de l'infrastructure disponibles – l'aspect dit « matériel » du comportement de consommation (qui exige l'intervention des pouvoirs publics et des entreprises) – et de l'attitude des consommateurs en matière d'achat et d'utilisation de biens de remplacement – l'aspect « immatériel ». L'analyse des facteurs qui déterminent le développement de modes de consommation spécifiques est indispensable pour savoir dans quelle mesure une réorientation est nécessaire sur le plan « matériel » et/ou « immatériel ».

**Adopter une approche axée sur le cycle de vie afin de déterminer les différents domaines d'intervention des pouvoirs publics.** Découpler les pressions exercées sur l'environnement de la croissance économique, tout en continuant à satisfaire les besoins des individus, exige d'appliquer une approche axée sur le cycle de vie pour résoudre les problèmes posés par les modes de consommation et de production, et notamment d'inciter à une utilisation plus efficiente des ressources. C'est pourquoi les politiques en faveur d'une meilleure productivité des ressources doivent viser l'offre comme la demande et peuvent faire appel à des instruments économiques (par exemple, réforme fiscale écologique, suppression des subventions préjudiciables à l'environnement et recours à d'autres instruments fondés sur les mécanismes du marché), à des instruments d'information des consommateurs et d'information sur les produits, à des instruments réglementaires et à des stratégies de promotion des démarches volontaires parmi les producteurs et consommateurs.

**Une intervention en amont est généralement plus efficace.** D'une manière générale, l'intervention en amont (instruments économiques et réglementaires ciblant les producteurs) devrait être renforcée afin de réduire l'effort exigé des consommateurs. Cela éviterait aux pouvoirs publics d'aboutir à des mesures en faveur de la consommation durable devenues tellement complexes (en raison de la multiplicité des produits) qu'ils ne pourraient plus les gérer, mais aussi de devoir trop intervenir dans les choix de consommation. Les incitations financières ou juridiques concernant les ressources devraient généralement encourager les producteurs à chercher à satisfaire la demande des consommateurs par des moyens nouveaux et d'un meilleur rapport coût-efficacité. Les consommateurs ne devraient pas être la principale cible de ces mesures, excepté en tant qu'utilisateurs d'énergie et d'eau. Les effets de l'intervention en amont se traduiront pour eux par l'apparition de produits plus performants ou nouveaux (grâce à l'innovation) ou par des modifications des prix des produits existants (en fonction des élasticités-prix). Toutefois, lorsque les effets sur l'environnement résultent surtout des modes d'utilisation des consommateurs (par exemple, utilisation d'eau et d'énergie), les interventions en amont visant à accroître l'efficacité peuvent ne pas être suffisantes pour annuler les effets d'échelle de la consommation. En pareil cas, d'autres mesures devront être prises à l'intention des consommateurs.

**Il sera plus efficace d'utiliser une combinaison d'instruments pour inciter au changement.** L'une

des principales conclusions qui se dégagent des initiatives probantes prises par les pouvoirs publics pour ralentir (énergie) ou inverser (eau) la tendance à l'augmentation de la consommation est qu'il est plus efficace d'utiliser un ensemble d'instruments plutôt qu'un seul instrument appliqué isolément. En effet, associer différents instruments permet de compenser les insuffisances de l'un ou l'autre d'entre eux (par exemple, l'impact à long terme et imprévisible des instruments sociaux ; les importantes contraintes associées à la mise en œuvre et à la mise en application des instruments réglementaires ; la faible incidence des instruments économiques ou les obstacles politiques à leur application). Qui plus est, le signal envoyé par chaque type d'instrument agit dans différents domaines de décision des ménages (prise de conscience générale des problèmes d'environnement et information spécifique sur les « actions » ; normes de rendement légales imposées aux appareils ménagers ; redevances d'utilisation) et contribue ainsi à communiquer aux consommateurs un message cohérent sur le sens (et peut-être l'ampleur) du changement nécessaire à l'échelon des ménages.

**Appliquer des politiques transsectorielles cohérentes.** En raison de la diversité des facteurs économiques, socio-démographiques, technologiques et autres qui ont une influence sur les modes de consommation, la promotion de modes plus durables requiert des politiques transsectorielles intégrées qui envoient des messages cohérents aux consommateurs. Pourtant, la question de la consommation des ménages reste actuellement en marge des préoccupations dans la plupart des pays de l'OCDE et est traitée de façon ponctuelle. L'intégration des politiques exige de définir plus clairement un ensemble de lignes d'action spécifiquement conçues pour accroître la viabilité écologique de la consommation des ménages dans les domaines clés que sont l'énergie, les transports et les déchets (ainsi que l'eau dans certains pays), mais aussi d'examiner plus systématiquement les effets que peuvent avoir sur les modes de consommation et sur l'environnement les politiques menées dans d'autres domaines (aménagement du territoire ; déréglementation du secteur de l'énergie ; aspects institutionnels de la gestion de l'eau). Les pouvoirs publics devraient appliquer des mesures complémentaires lorsque ces politiques, mises en œuvre pour atteindre des objectifs sociaux, sont susceptibles d'avoir des effets inacceptables sur l'environnement.

**Promouvoir et soutenir les initiatives du secteur privé et des organisations de la société civile.** Il existe de nombreux moyens d'influer sur les modes

de consommation. Cela signifie que la promotion de modes de consommation plus viables écologiquement exigera une approche multipartite, associant l'action des pouvoirs publics, les innovations résultant des mécanismes du marché, la mobilisation par les ONG de groupes de consommateurs, et les initiatives volontaires des consommateurs eux-mêmes. S'il est vrai que les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer en mettant en place des conditions cadres qui incitent tous les acteurs à prendre des décisions soucieuses de l'environnement, ils doivent tout autant contribuer à soutenir et faciliter l'action d'autres parties intéressées, par exemple en encourageant le secteur privé à innover, notamment par des politiques de passation de marchés publics respectueuses de l'environnement, ou en appuyant les efforts déployés par les organisations non gouvernementales pour engager un débat et une réflexion sur les tendances de consommation et le bien-être dans les pays de l'OCDE. ■

### Questions non résolues

A l'avenir, les travaux sur la consommation durable des ménages devraient avoir pour but d'apporter des réponses à un certain nombre de questions de fond, notamment les suivantes :

- Quelles sont les possibilités d'application non encore exploitées des instruments économiques, en particulier quand on sait que la majorité des taxes liées à l'environnement sont déjà payées par les ménages ?
- Quels domaines se prêtent le mieux à des mesures publiques ciblées et conjointes en faveur de modes de consommation durables ?

L'expérience et l'analyse donnent des indications sur l'efficacité relative des différents types de mesures destinées à influencer les décisions des ménages et du secteur privé, mais elles renseignent moins sur la façon de cibler efficacement les différents acteurs de la chaîne de production et de consommation. En étudiant cette question, on contribuera à déterminer les domaines où l'action publique est susceptible d'être la plus rentable, la plus efficace sur le plan de l'environnement ou la plus équitable, ainsi que les instruments qui devraient être employés. Il reste aussi des progrès à accomplir pour identifier et appliquer des panoplies d'instruments efficaces qui envoient aux consommateurs un message cohérent sur la durabilité de leurs choix de consommation. Enfin, il importe d'étudier plus avant les possibilités de promotion de la consommation durable qu'offrent les instruments sociaux (information, prise de décision participative, initiatives volontaires, etc.). ■

## Autres lectures

- **Les perspectives de l'environnement de l'OCDE**, 2001,  
ISBN 92-64-28615-2, 75 euros, 370 pages.
- **Towards More Sustainable Consumption: An Economic Conceptual Framework**, 2001  
**Gratuit sur Internet:**  
[www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)
- **Household Food Consumption Patterns**, 2001  
**Gratuit sur Internet:**  
[www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)
- **Household Tourism Travel Patterns**, 2002  
**Gratuit sur Internet:**  
[www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)
- **Household Energy and Water Consumption and Waste Generation**, 2001  
**Gratuit sur Internet:**  
[www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)
- **Information and Consumer Decision-making for Sustainable Consumption**, 2002  
**Gratuit sur Internet:**  
[www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)
- **Participatory Decision-making Mechanism for Sustainable Consumption**, 2002  
**Gratuit sur Internet:**  
[www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)
- **Policies to Promote Sustainable Consumption: An Overview**, 2002  
**Gratuit sur Internet:**  
[www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)
- **Les taxes liées à l'environnement dans les pays de l'OCDE : Problèmes et stratégies**, 2001  
ISBN 92-64-28731-0, 30 euros, 156 pages.
- **Pour plus de précisions sur les travaux de l'OCDE relatifs à la consommation durable, veuillez consulter notre site Internet à l'adresse : [www.oecd.org/env/consumption](http://www.oecd.org/env/consumption)**

**Vous pouvez acheter en toute sécurité les publications de l'OCDE par l'intermédiaire de la librairie en-ligne de l'OCDE**

**[www.oecd.org/bookshop](http://www.oecd.org/bookshop)**

Les Synthèses de l'OCDE sont préparées par la Division des relations publiques,  
Direction des relations publiques et de la Communication.

Elles sont publiées sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE.

## Où nous contacter ?

**ALLEMAGNE**

Centre de l'OCDE de BERLIN  
Albrechtstrasse 9/10  
D-10117 BERLIN  
Tél. : (49-30) 2888353  
Fax : (49-30) 28883545  
E-mail : [berlin.contact@oecd.org](mailto:berlin.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

**ÉTATS-UNIS**

Centre de l'OCDE de WASHINGTON  
2001 L Street N.W.,  
Suite 650  
WASHINGTON D.C. 20036-4922  
Tél. : (1-202) 785 6323  
Fax : (1-202) 785 0350  
E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)  
Internet : [www.oecdwash.org](http://www.oecdwash.org)  
Toll free : (1-800) 456 6323

**FRANCE**

Siège de l'OCDE de PARIS  
2, rue André-Pascal  
75775 PARIS Cedex 16  
Tél. : 33 (0) 1 45 24 81 81  
Fax : 33 (0) 1 45 24 19 50  
E-mail : [sales@oecd.org](mailto:sales@oecd.org)  
Internet : [www.oecd.org](http://www.oecd.org)

**JAPON**

Centre de l'OCDE de TOKYO  
Nippon Press Center Bldg  
2-2-1 Uchisaiwaicho,  
Chiyoda-ku  
TOKYO 100-0011  
Tél. : (81-3) 5532 0021  
Fax : (81-3) 5532 0036/0035  
E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)  
Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

**MEXIQUE**

Centre de l'OCDE du MEXIQUE  
Av. Presidente Mazaryk 526,  
Colonia: Polanco,  
C.P. 11560  
MEXICO D.F.  
Tél. : (00.52.55) 5281 3810  
Fax : (00.52.55) 5280 0480  
E-mail : [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)  
Internet : [www.rtn.net.mx/ocde/](http://www.rtn.net.mx/ocde/)

**Les Synthèses de l'OCDE sont disponibles sur le site Internet de l'OCDE**  
**[http://www.oecd.org/publications/pol\\_brief/](http://www.oecd.org/publications/pol_brief/)**